

# Charles Michel coincé entre le Parlement et la N-VA

Charles Michel affirme se rendre à Marrakech à titre personnel. La Chambre demande au gouvernement d'approuver le pacte migratoire.

MATHIEU COLLEYN

**P**acte migratoire de l'ONU, suite. Jeudi à la Chambre, le Premier ministre était très attendu en séance plénière où devait être votée la résolution de soutien au texte onusien qui doit encadrer, de façon non contraignante, les phénomènes de migration au niveau international. Le texte avait été adopté la veille en commission par une majorité alternative. La N-VA est le seul parti de la majorité qui s'y oppose, ce qui donne lieu à une crise politique qui dure depuis trois semaines. Le Premier ministre a annoncé se rendre à Marrakech pour communiquer à l'ONU la décision du Parlement qui approuve donc le pacte. La N-VA qui semblait acculée après ses déclarations chocs selon lesquelles elle se désolidariserait du gouvernement si ce dernier était représenté au sommet de Marrakech, demandait une clarification.

Même demande du côté de l'opposition. Le choix est binaire: soit Charles Michel se rend au sommet de Marrakech «en touriste» comme on ironise au sein de la N-VA pour communiquer l'avis du Parlement sur le pacte. Soit il y va comme chef de gouvernement pour approuver, au nom de la Belgique le texte onusien. Mais c'est un scénario que les nationalistes de la N-VA jugent insupportable car, et c'est leur principal argument, le conseil des ministres ne s'est jamais prononcé sur ce pacte qui obéit à une logique intergouvernementale. Les deux autres partenaires du MR qui soutiennent le pacte, le CD&V et l'Open Vld demandaient eux aussi une position claire. Les deux partis estiment que si le Premier ministre se rend à Marrakech, il engagera la Belgique.

Charles Michel s'est-il montré aussi limpide qu'espéré par les députés? Pas vrai-

ment. Écoutons-le. *«Je suis Premier ministre et j'irai à Marrakech, a-t-il dit en se positionnant «en tant qu'homme». «Si ce vote intervient, c'est un signal très fort adressé par ce Parlement. Il m'oblige à titre personnel, dans le respect des institutions et de la Constitution», a lancé le Premier ministre qui a reconnu un problème politique au sein de sa majorité. «À titre personnel», ce n'est pas en tant que Premier ministre. Il n'a donc pas dit: «Je vais à Marrakech pour approuver le pacte au nom*

de la Belgique». Il n'a pas répété l'engagement à signer le pacte qu'il avait formulé fin septembre à la tribune de l'ONU.

## CD&V et Open Vld dans l'embarras

L'opposition socialiste humaniste et écologiste s'est montrée déçue par cette déclaration.

La N-VA, elle, buvait du petit-lait. *«Je suis heureux du fait que le Premier ministre souhaite encore travailler sur des thèmes qui lient les quatre partis de la majorité, a réagi Peter De Roover, chef de groupe N-VA. Il y a encore certaines incertitudes. Je suppose que nous aurons les clarifications requises au gouvernement...»* En clair, le débat était replacé au niveau gouvernemental, ce que voulaient les nationalistes. *«Par sa couardise, le Premier ministre se met maintenant en difficulté vis-à-vis du CD&V et de l'Open Vld»,* perçait-il côté PS.

La déclaration du Premier a donné lieu à une longue interruption de séance qui accouchait d'un amendement à la résolution pro-pacte. Déposé par le MR soucieux de

ménager ses deux partenaires de majorité, l'amendement demande de manière explicite au gouvernement d'approuver le texte onusien. Le tout était voté vers 21 h 30. À cette heure, la situation pouvait être résumée ainsi: le Parlement demande au gouvernement d'approuver un texte qui ne fait pas consensus au sein du gouvernement. Au milieu du jeu de quille, un Charles Michel coincé par son engagement onusien. Cela a été rappelé à la Chambre, lorsqu'il s'était exprimé devant l'ONU, l'approbation du pacte par la Belgique faisait consensus. Ce n'est qu'en octobre que la N-VA a changé d'avis sur ce pacte.

Bref, la situation est toujours explosive alors qu'une réunion de gouvernement est programmée ce vendredi.

**«Ce vote m'oblige à titre personnel dans le respect des institutions.»**

CHARLES MICHEL  
PREMIER MINISTRE

# «L'Open Vld pourrait tirer profit de la situation, c'est le parti en forme du moment»

**Pour Bart Maddens (KULeuven), la N-VA fera tout pour récupérer ses électeurs partis au Vlaams Belang. Quitte à déplaire au patronat. L'Open Vld est en première ligne pour en profiter.**

**INTERVIEW**  
**JEAN-PAUL BOMBAERTS**

**P**rofesseur de sciences politiques à la KULeuven, Bart Maddens est réputé proche des nationalistes flamands. Il explique pourquoi la N-VA n'entend pas céder un pouce de terrain sur le pacte migratoire.

**Bart De Wever a-t-il toujours la régie en mains?**

Ce qui s'est passé mardi atteste à tout le moins d'un malentendu entre l'équipe de communication et le sommet du parti. Au niveau politique en revanche, la ligne du parti est restée claire depuis le début. Seul le chef de groupe Peter De Roover parle, les autres membres du parti restent en retrait.

**N'y a-t-il quand même pas quelques tensions au sein du parti, entre idéologues et pragmatiques?**

Il est certainement plus facile pour Peter De Roover de pousser le gouvernement à la démission que pour les ministres et quelques centaines de cabinetards de se retrouver du jour au lendemain à la rue. Cela étant, je n'ai pas le sentiment que nous soyons en présence de deux blocs politiques qui se font face. Le parti dans son ensemble a pris

la décision stratégique de faire du pacte migratoire un point de rupture.

**La N-VA aurait-elle sous-estimé la détermination de Charles Michel?**

La manœuvre de Michel de s'adresser au Parlement au lieu de se rendre chez le Roi a pris de court la N-VA. Le parti n'a pas vu à quel point Michel doit se débattre, au sud du pays, avec cette image de marionnette de Bart De Wever. Cette crise arrange plutôt bien Charles Michel qui, mardi soir, a parlé devant la presse en tant que chef.

**La N-VA vise deux publics: les électeurs du Vlaams Belang et les entrepreneurs. Cette position est-elle encore tenable?**

C'est plutôt une sorte de miracle que cette position ait pu être tenue jusqu'ici. Le parti est toujours parvenu à émettre sur ces deux fréquences différentes. D'une part en tant que parti gestionnaire et responsable et d'autre part, en tant que parti anti-establishment. On constate aujourd'hui que cette stratégie a atteint ses limites.

**Le parti, à qui rien ne semblait résister, va-t-il entrer dans une phase de déclin?**

Les élections communales ont été une grande victoire pour le Vlaams Belang, qui était en état de mort clinique en 2014 et qui aujourd'hui est le troisième parti de Flandre avec 13%. C'est par chance que la N-VA a pu conserver la Ville d'Anvers. Depuis ce 14 octobre, la direction du parti a pris la décision stratégique de regagner à tout prix les électeurs du Vlaams Belang. Quitte à sacrifier une partie de son crédit auprès des patrons.

**Bart De Wever négocie actuellement avec les socialistes la mise en place d'une majorité à Anvers. Est-ce le signe que la N-VA s'est mise à l'heure du pragmatisme?**

Derrière une image exprimant une certaine dureté, la N-VA a toujours été pragmatique. Et ce, dès la mise en place du cartel avec le CD&V en 2004. La participation à un gouvernement socio-économique sans réformes institutionnelles est une autre illustration de ce pragmatisme. La position sur le pacte migratoire constitue une rupture avec ce pragmatisme historique.

**Votre doctrine, qui consiste à assécher l'État fédéral pour amener les francophones à la table de négociation, a-t-elle été appliquée par la N-VA depuis 2014?**

La doctrine Maddens est régulièrement citée par la N-VA pour plaire à son arrière-ban nationaliste. L'idée est qu'en gouvernant la Belgique avec une majorité flamande de droite, on amène le PS à dire stop et à négocier une réforme institutionnelle. Pour ma part, j'ai toujours dit que ça ne marcherait pas dans la mesure où la N-VA n'est plus si à droite

que cela. Les réformes de la suédoise n'ont rien de néolibéral ou de thatchérien.

**L'opinion flamande est-elle pour une nouvelle réforme de l'État?**

Ce n'est pas à l'ordre du jour. En septembre 2016, lors du départ de Hendrik Vuyt et de Veerle Wouters, Bart De Wever a plaidé pour une poursuite du gouvernement actuel sans réforme de l'État. Un peu plus tard, en 2017, il a esquissé les trois thèmes de la prochaine campagne: sécurité, prospérité, identité. Pas

un mot sur le confédéralisme.

**Bart De Wever a-t-il encore le soutien des patrons flamands?**

Ce dernier épisode marque une sorte de rupture de confiance. Le monde de l'entreprise n'est pas très emballé à l'idée de porter un coup d'arrêt aux réformes socio-économiques. Si la crise dégénère vraiment, la N-VA risque d'y perdre un précieux allié.

**Ce serait tout bénéfique pour le CD&V et l'Open Vld?**

C'est surtout l'Open Vld qui pourrait en tirer profit. Les libéraux flamands sont un peu le vainqueur caché du scrutin du 14 octobre. Ils ont gagné le mayorat dans plusieurs villes, à Gand, Ostende, Malines, Courtrai et Aarschot.

C'est le parti en forme du moment. Il a choisi de virer plus au centre de l'échiquier politique. Ce qui n'est pas sans risque non plus. Car l'immigration, l'asile et l'islam demeurent des sujets très sensibles en Flandre. C'est pourquoi la N-VA n'entend pas céder un pouce de terrain sur ces thématiques.

**Comment évaluez-vous les chances de survie de ce gouvernement?**

Il est déjà aux soins palliatifs. Je vois deux scénarios possibles. Soit la N-VA reste au gouvernement et perd en grande partie la face. On poursuit le travail, mais dans une ambiance glaciale. Soit les ministres N-VA démissionnent et on va vers un gouvernement de transition qui s'appuie sur le soutien passif de l'opposition.

«L'Open Vld est un peu le vainqueur caché du 14 octobre dernier.»

BART MADDENS  
PROFESSEUR  
À LA KULEUVEN